

Il est banal de dire que le 11 septembre 2001 a constitué une rupture ; il l'est peut-être moins de constater que les conséquences de ce dramatique événement ont véritablement cristallisé **une mutation progressive dans les conditions d'emploi de la force armée.**

L'effondrement de l'empire soviétique avait initialement laissé place à l'euphorie de la toute puissance, à la certitude que l'Occident pouvait tout grâce aux ingrédients qui lui avaient conféré le succès. Pouvant tout, il devait tout : la décennie du "droit d'ingérence" est née de la conjonction de ce nouveau devoir moral et de la certitude que les attributs classiques de la puissance - tels qu'on les percevait depuis cinquante ans - permettaient aisément de faire valoir en tous lieux le bon droit et la bonne morale, les nôtres.

Las, l'horizon s'est progressivement assombri. **L'efficacité politique de notre puissance militaire s'est trouvée, étape après étape, remise en cause.** Les Balkans et l'incapacité de la force d'y régler aisément les différends auraient pu nous indiquer que quelque chose avait changé. Nous avons cependant longtemps pensé que ces conflits constituaient l'exception alors qu'ils étaient la règle d'une réalité nouvelle. Nous nous sommes contentés de modifier la sémantique en classifiant les crises comme des "opérations autres que la guerre" et en différenciant, à tort, les modes opératoires "coercition" et "maîtrise de la violence".

Il a fallu l'Afghanistan, puis l'Irak, puis le Liban, pour nous faire prendre pleinement conscience que **si notre puissance militaire y était incapable de parvenir aisément à l'effet politique recherché, c'est parce que le modèle de la guerre avait changé et que, si on y appliquait la force conçue pour un contexte disparu selon des méthodes conçues pour ce même contexte, elle ne pouvait avoir d'utilité.** La guerre avait en effet pris un nouveau visage tandis que l'évolution constante des circonstances constituait la capacité d'adaptation en qualité essentielle des armées face à **des adversaires beaucoup plus doués que nous pour l'innovation.**

Nous avons bâti une force au caractère expéditionnaire basée donc, par impératif logistique, sur la densité et la rapidité, pour des campagnes brutales et courtes, avec la certitude que l'accélération constante de la boucle décisionnelle permettait à elle seule de l'emporter. C'était compter sans la loi des actions réciproques de Clausewitz et tenir l'autre pour un autre soi-même ; c'était mépriser la capacité d'adaptation de l'autre. C'était mal percevoir que face à un adversaire qui refuse de "jouer le jeu", contourne la puissance et ses meilleurs procédés, face à un adversaire qui décide de sortir de notre logique en s'inscrivant volontairement dans le temps long, l'outil que nous avions conçu était bien capable d'agir de plus en plus vite mais aussi souvent de plus en plus à contre-temps et de plus en plus à contre-effet. C'était ignorer que **l'impatience politique de nos démocraties leur permettait difficilement d'agir dans des espaces où la mesure du temps est le temps long, à la poursuite d'objectifs sociaux et politiques**

qui requièrent eux-mêmes le temps long. C'était ne pas comprendre que **la vitesse, par elle-même, est souvent contre-productive** parce qu'elle permet mal de comprendre et encore moins de s'adapter. C'était penser que **l'armée au format construit sur la fausse bonne idée des dividendes de la paix** et modelée par le paradigme central de la destruction de précision à distance de sécurité était adaptée à l'environnement de plus en plus dangereux du XXI^e siècle et à ses formes constamment mutantes de conflictualité. C'était ne pas saisir que **le caractère expéditionnaire des forces les rendait paradoxalement peu aptes au succès dans les nouvelles expéditions du XXI^e siècle.**

C.D.E.F



Nous avons cependant progressivement compris que **la réalisation de l'effet politique recherché demandait bien plus que la victoire technique et tactique, que l'effet ponctuel.** Nous avons parallèlement perçu le passage de l'ancien modèle industriel de la guerre à celui de la guerre parmi les populations où **toute opération, majeure ou mineure, est d'abord à concevoir comme une opération de communication.** Nous avons perçu que les sociétés et les hommes constituaient le nouveau milieu de l'action ; nous avons observé, en aval, les conséquences de ces évolutions en termes de conception et d'usage des armes, de coordination avec les acteurs non militaires. Nous avons retrouvé **l'impérieuse nécessité du "contrôle du milieu",** c'est-à-dire de présence au sol, en nombre, dans la durée. Nous avons compris que, contrairement à la fausse évidence trop partagée, **le nombre est par lui-même une qualité et que, pour de bien nombreuses raisons, il est la condition tant de l'efficacité que de la protection ;** nous avons compris que la puissance de feu était indispensable mais qu'elle ne saurait compenser la rareté des hommes. Nous avons saisi que **"comprendre" était beaucoup plus important que "savoir".** Nous avons appris que c'est dans la phase de stabilisation - la phase décisive des opérations - que se construisent les conditions nécessaires au succès stratégique et que, tant la désescalade de la violence que le secours aux populations et le rétablissement de "leur contrat social" y sont essentiels. Nous avons saisi que **l'emploi de la force seule n'est plus le fondement de l'efficacité des armées** mais que **ces dernières doivent cependant en posséder les meilleurs instruments :** ils sont indispensables à la réussite de la phase d'intervention et jouent, à l'issue, un rôle fondamental de dissuasion et, lorsque nécessaire, de coercition.

Il reste cependant encore à décliner chacun de ces enseignements, car ces évolutions sont lourdes de conséquences sur les armées en général - et l'armée de terre en particulier - en termes de doctrine, d'équipements, de formation, d'évolution des fonctions opérationnelles, d'entraînement, de coordination interarmées et civilo-militaire. C'est l'objet même de ce numéro de Doctrine qui entend, dans ces différents domaines, aller plus loin que ne le permettait le volume volontairement réduit du fascicule **"FORCES TERRESTRES 01 : gagner la bataille, conduire à la paix"** qui en constitue le cœur.

Général de division Vincent DESPORTES
commandant le Centre de doctrine
d'emploi des forces